

JANVIER

REVUE DE L'ANNÉE

ÉTATS-UNIS: Jusqu'à deux millions de personnes ont défilé en signe de protestation dans les villes des États-Unis et du monde entier le 20 janvier, jour de l'investiture du président Trump.



GAMBIE: Le président Jammeh a tenté de conserver le pouvoir malgré la défaite électorale, mais il a été contraint de se retirer à la suite de pressions populaires et internationales.

PAKISTAN: Cinq militants des médias sociaux et des blogs, des militants qui militent ouvertement contre les talibans et les violations des droits humains commises par les militaires ont été arrêtés et torturés.



REPUBLIQUE DOMINICAINE: Déterminé à lutter contre la corruption systématique et à grande échelle, le Mouvement de la marche verte (Movimiento Marcha Verde) a vu défilé quelque 200 000 personnes le 22 janvier, la plus grande manifestation pacifique de l'histoire du pays.

2017 a démarré avec des succès notables pour la société civile : quand le président de la **Gambie** Yahya Jammeh a essayé de s'accrocher au pouvoir après avoir perdu les élections, la réaction unifiée de la société civile a constitué une part cruciale de la pression qui l'a forcé à accepter le verdict du peuple. Huit ans après la présentation d'un premier projet législatif, la **Loi sur l'accès à l'information** a finalement été approuvée par le parlement libanais et ce suite à une vaste mobilisation de la société civile. En Inde, Lawyers Collective, une organisation de la société civile (OSC) dont l'inscription auprès des autorités avait été suspendue pour avoir prétendument enfreint la Loi sur la régulation des contributions venant de l'étranger (en anglais : Foreign Contributions Regulation Act – FCRA) – qui pénalise les OSC bénéficiant de financements internationaux – **a remporté** un procès crucial qui va lui permettre d'accéder à ses avoirs gelés. La cour a jugé que la loi FCRA ne donne aucunement à l'Etat le pouvoir d'entraver le bon fonctionnement des organisations. Lawyers' Collective soutient qu'elle a été ciblée après avoir entamé un action en justice contre Amit Shah, le président du parti Bharatiya Janata au pouvoir. Un petit bout d'histoire s'est joué au Belize quand **Osmany Salas**, le président de l'Association pour le Tourisme et l'Industrie de Belize, est devenu le premier sénateur du pays à être élu directement par la société civile – le '13^{ème} sénateur'. Néanmoins, il reste de nombreuses améliorations à apporter au processus : le bassin électoral était réduit du fait que la plupart des OSC enregistrées avaient été jugées inéligibles pour voter pour cause de dossier incomplet.

2017 s'est aussi avérée une année de protestations populaires partout dans le monde, et peu ont autant frappé les imaginations que celles qui ont marqué l'inauguration du Président Donald Trump aux **Etats-Unis** puis ont continué à mobiliser les foules tout au long de l'année. Un nouveau mouvement populaire d'importance, **le Mouvement de la Marche Verte**, est né pour défier la grande corruption qui a cours en République dominicaine. La Pologne a connu des **manifestations** d'étudiants dans ses grandes villes autour de questions telles que l'interférence du gouvernement dans les programmes scolaires et universitaires et la liberté des médias, puis de nouvelles manifestations à l'encontre de la réforme sur l'avortement ont

suivi en mars après que le parlement a adopté une loi limitant encore plus l'accès à la contraception d'urgence. En janvier, la Côte d'Ivoire a connu d'importantes **grèves d'enseignants**, auxquelles les jeunes ont apporté leur soutien et dont les manifestations ont été dispersées au gaz lacrymogène par la police. La jeunesse a aussi manifesté contre la montée du chômage et le manque d'offres d'emplois en **Jordanie** où le gouvernement a montré ses limites de tolérance à l'égard de l'opposition quand huit activistes ont été arrêtés et inculpés pour avoir apparemment fait des déclarations anti-gouvernementales et insulté le roi sur les médias sociaux.

Aux Etats-Unis, et ailleurs dans le monde, on a tenté d'étouffer les énergies des manifestations par la violence et l'introduction de lois restrictives. Au **Chili**, des canons à eau ont été utilisés contre les manifestants autochtones Mapuche qui demandaient la libération de leur chef spirituel emprisonné, et de nombreux manifestants ont à leur tour été emprisonnés. A **Cuba**, les femmes du groupe des Dames en Blanc, connues pour entreprendre des marches silencieuses chaque dimanche et ainsi attirer l'attention sur le sort des prisonniers politiques, ont dû faire face à de nombreuses situations de harcèlement. En janvier, la police a fait une **descente** au domicile de l'activiste membre des Dames en Blanc Leticia Ramos et a procédé à de nombreuses arrestations d'autres membres du groupe alors qu'elles se rendaient à la Messe annuelle pour la Paix. Les Dames en Blanc ont continué d'être la cible des forces de l'ordre pendant l'année : en avril, 53 puis 69 manifestants ont été **arrêtés** deux dimanches d'affilée et il a été **signalé** que certains activistes avaient été battus au cours de leur détention.

La police a utilisé du gaz poivré pour disperser une **manifestation** pacifique au Panama, tandis qu'au Pérou, de nombreuses personnes ont été **blessées** et 72 ont été arrêtées lorsque la police a mis fin à une manifestation contre des péages routiers. Il y a eu plusieurs autres manifestations qui ont été confrontées à la violence des forces de l'ordre pendant l'année au Pérou : en mai, une **marche pacifique** pour demander la légalisation du cannabis à usage médical a été dispersée au gaz lacrymogène. Au **Gabon**, quatre manifestants ont été arrêtés et gardés en détention pendant une semaine après avoir

appelé au boycott de la Coupe Africaine des Nations organisée par le pays. En Irak, une **manifestation pacifique** pour dénoncer l'enlèvement du journaliste Afrah Shawki a été dispersée au moyen de bastonnades. Le mois suivant, une **manifestation** en amont de la tenue d'élections locales a vu les forces de l'ordre utiliser des balles en caoutchouc et du gaz lacrymogène et s'est soldée par la mort de huit manifestants et d'un agent de police.

En Irak aussi, Yazda, une OSC de premier plan, a été temporairement fermée par le gouvernement régional du Kurdistan sur la base d'allégations disant qu'elle participait à des activités politiques, illustrant une tactique bien connue et largement utilisée de par le monde pour essayer de museler les OSC d'opposition. De la même manière, au Kazakhstan, la Confédération des Organisations Syndicales Indépendantes du Kazakhstan a été **fermée** tandis que deux chefs de file syndicalistes, Nurbek Kushakbayev et Amin Yeleusinov, ont été inculpés au motif d'avoir organisé des grèves illégales en protestation contre cette décision. Ils ont **reçu des peines d'emprisonnement** de deux ans et demi et deux ans respectivement sur la base de fausses accusations. Dans le même temps, en Moldavie, une **nouvelle loi** – la loi 'deux pour cent' – permettant aux contribuables d'allouer deux pour cent de leurs impôts à une OSC ou une organisation religieuse de leur choix est entrée en vigueur. Cela semble certes constituer un progrès majeur pour le financement de la société civile, mais cela soulève aussi la préoccupation que les organisations liées à des personnalités politiques ou des fonctionnaires y trouvent le potentiel de profiter de cette opportunité alors que le pays a de longs antécédents en matière de corruption. Les premiers mois de 2017 ont aussi vu des manifestations anti-corruption en Moldavie à l'instar de celles qui ont eu lieu de l'autre côté de la frontière en Roumanie (*cf. février*).

Un thème qui a persisté tout au long de l'année a été l'intolérance des leaders politiques à l'égard de l'expression des voix dissidentes. Le Président tanzanien John Magufuli a **prévenu** les journaux que leurs "jours étaient comptés" s'ils encourageaient les voix dissidentes. Ces menaces n'ont été que trop réelles dans de nombreux contextes, y compris au Pakistan où cinq activistes qui étaient actifs sur Internet ont été **enlevés en janvier**. Aux Emirats

Arabes Unis (EAU), l'activiste **Abdulkhaleq Abdulla** a été arrêté et gardé en détention pendant 10 jours pour avoir publié une série de tweets faisant la promotion de la liberté d'expression. Toujours aux EAU, le défenseur des droits de l'homme **Ahmed Mansoor** a aussi été arrêté et placé en détention en mars pour l'usage qu'il fait des médias sociaux, et il a été signalé que les défenseurs des droits de l'homme subissent **des traitements dégradants** lors de leur détention en prison. En République du Congo (Congo-Brazzaville), le rédacteur en chef **Ghys Foruné Dombe Bemba** a été arrêté suite à des accusations d'interférence en matière de sécurité intérieure après qu'il a écrit un article sur les hauts gradés de l'armée, et son journal a été interdit. En mars, **deux journalistes italiens** ont été arrêtés et placés en détention au Congo-Brazzaville. Au total, le **Comité pour la protection des journalistes** signale un nombre record de journalistes emprisonnés en 2017 : 262 journalistes placés derrière les barreaux à cause de leur travail.

Dans un certain nombre de contextes, les activistes ont payé le prix ultime pour avoir osé parler et défendre les droits humains, une tendance bien sombre qui a marqué l'année : selon les **Front Line Defenders**, 312 défenseurs des droits humains ont été assassinés en 2017, tandis que **Reporters sans frontières** signale que 65 journalistes ont été tués en 2017. Dans des **attaques** séparées survenues au Guatemala en janvier, l'activiste écologiste Laura Vásquez Pinenda a été tuée par balle à son domicile, le manifestant Sebastián Alonso a été tué par le groupe armé qui a tiré sur une manifestation de paysans, et le journaliste et activiste sur les questions de droits fonciers Manuel Salvador Trujillo

a été tué. Le mois suivant, la journaliste de radio Vilma Gabriela Barrios a été tuée et les attaques physiques et les assassinats se sont **poursuivis**. La situation n'a pas été meilleure au Honduras voisin où le journaliste **Igor Padilla** a été assassiné et un autre journaliste, Bictor Wuilfredo Ruiz Hernandez, a reçu des menaces de mort. Le mois suivant, presque un an jour pour jour après le meurtre de la défenseure leader des droits des autochtones, Berta Cáceres, un autre activiste autochtone chef de file sur la question des droits fonciers, **Jose de los Santos Sevilla**, a été tué. Ce genre d'attaques et le harcèlement

étatique **se sont poursuivis** tout au long de l'année (*cf. novembre*), et l'impunité est restée un problème persistant.

La défenseure colombienne des droits humains Emilsen Manyoma et son compagnon Joe Javier Rodallega ont été **retrouvés assassinés** dans la ville de Buenaventura en janvier. Elle avait ouvertement critiqué l'agrobusiness international, les intérêts miniers et les groupes paramilitaires de droite. Comme au Guatemala et au Honduras, les meurtres ont continué tout au long de l'année en Colombie : rien qu'à la fin mars, 19 assassinats d'activistes et de leaders communautaires avaient été **signalés**. Le fait que la plupart participait activement au processus de paix en Colombie montre combien le chemin vers la paix reste difficile.

Au plan international, les Etats-Unis se sont **retirés** de l'accord commercial néolibéral de partenariat trans-pacifique, jetant le doute sur l'avenir de cet accord. Aux Nations unies (NU), dans une démarche des plus bienvenues, le Secrétaire général António Guterres a nommé **trois femmes** à des postes de haut niveau dans le cadre de son engagement pour la "parité hommes-femmes et la diversité géographique" tandis que Viti Muntarhorn, le premier expert indépendant des Nations unies pour la protection contre les violences et les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, a organisé une première **consultation** emblématique avec la société civile.

ETATS-UNIS : DES MILLIONS DE GENS PARTICIPENT À UNE MARCHÉ POUR DÉFIER LE PRÉSIDENT TRUMP

Pas moins de deux millions de personnes ont participé à des marches dans de nombreuses villes des **Etats-Unis** et partout dans le monde le **20 janvier**, jour de l'investiture du Président Trump. Beaucoup était des femmes qui

voulaient exprimer ainsi leur colère à l'encontre de la politique misogyne affichée pendant la campagne du Président Trump : il y a eu environ 670 'marches des sœurs' aux Etats-Unis et ailleurs le jour de l'investiture. Le nombre des manifestants à Washington, que l'on a estimé à presque un demi-million, a largement dépassé le nombre de ceux présents pour l'investiture ; le nouveau régime s'est trahi sur son sentiment d'insécurité en se lançant dans une basse guerre des mots pour tenter de nier cette réalité.

Les manifestations ont continué dans les semaines suivantes, et tout au long de 2017, y compris quand le Président Trump a relancé le projet d'oléoduc de Dakota Access dont la construction avait été stoppée par le Président Obama. Un certain nombre de manifestations ont aussi eu lieu dans les aéroports en réponse à l'interdiction imposée en janvier aux personnes venant d'un certain nombre de pays essentiellement musulmans de **voyager** aux Etats-Unis. Des manifestations contre l'administration Trump ont eu lieu dans de nombreuses villes du **Mexique** en février ; en **avril**, sur tous les continents, des gens ont participé à la marche pour la science en protestation du déni qui existe encore à propos du changement climatique ; et en juin, 17 OSC ont travaillé ensemble pour organiser des **marches de protestation pour la vérité** dans 135 villes américaines pour demander une enquête indépendante sur les liens présumés entre des responsables russes et la campagne de Trump. Les manifestations ont été colorées et empreintes de créativité, et même si se situant dans la provocation, elles sont restées largement pacifiques. Tandis que les manifestations à l'occasion de l'investiture ont vu des éruptions sporadiques de violence du côté des manifestants, il y a eu aussi des cas **d'usage excessif de la force** par les forces de l'ordre. Suite aux manifestations, le **Syndicat américain des libertés civiles** de Washington a entamé une procédure judiciaire alléguant que des arrestations non conformes à la constitution, un usage excessif de la force et des traitements illégaux pour ceux arrêtés avaient été perpétrés. On a aussi signalé que des agents du gouvernement avaient **infiltrés** un groupe de manifestants avant la tenue des manifestations prévues pour l'investiture. Procéder à des arrestations a été évidemment une tactique fréquente. Environ 230 personnes ont été arrêtées suite aux manifestations organisées à l'occasion de l'investiture. Parmi elles,

neuf journalistes ont été arrêtés pour émeute criminelle, un délit passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans. Bien que les accusations ont été abandonnées pour sept de ces journalistes, à ce jour, deux doivent toujours répondre devant la justice dont l'un, un **journaliste indépendant**, risque potentiellement une peine de 75 ans.

Comme le souligne **Nick Robinson** de l'**International Center for Not-for-Profit Law (ICNL)**, un des aspects préoccupants des poursuites engagées contre plusieurs de ceux qui ont été arrêtés a été que le procureur a cherché à appliquer le concept de responsabilité collective qui consiste à tenir pour responsables des infractions commises par quelques uns tous ceux impliqués dans la manifestation. C'est quelque chose que la société civile s'est efforcée d'exposer et d'opposer¹ :

L'utilisation de la responsabilité collective est de plus en plus fréquente à l'encontre des manifestants. Ceci est extrêmement troublant. Le procureur n'a jamais affirmé qu'il avait des preuves que les individus accusés avaient endommagé des biens ou agressé des gens ; à la place, il a essayé de rendre responsables tous ceux qui étaient présents à la manifestation au nom de la théorie de la responsabilité collective.

Le premier groupe de manifestants a été innocenté de toutes les accusations par un jury en décembre, mais il aura fallu 11 mois pour obtenir un verdict. Les autres manifestants accusés attendent toujours d'être jugés. Et il faut se rappeler : il s'agit de poursuites judiciaires menées non pas par quelconque petit procureur local mais par le gouvernement fédéral – le Ministère de la Justice.

*Avec le soutien de CIVICUS et du Réseau Charité et Sécurité (en anglais : Charity and Security Network), ICNL a pu signaler nos préoccupations à propos des libertés d'association, d'assemblée et d'expression à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Nous avons fait venir une des manifestants accusés, **Elizabeth Lagesse**, afin qu'elle **témoigne** lors de l'audition devant la CIDH.*

¹ All interviews cited in this report have been edited for reasons of length and clarity. Full versions of interviews are available on our website.



Les manifestants organisent un rassemblement *Trump/Pence Regime Must Go* à New York, en novembre.

Source: Getty Images

JANVIER REVUE DE L'ANNÉE

Les signes étaient clairement là que manifester apporterait des risques supplémentaires. Plus tard dans l'année, le Président Trump a réinstauré un programme pour militariser la police en leur transférant les surplus d'équipement de l'armée, et de nombreux **états** de l'Union ont introduit ou débattu des lois rendant plus difficile l'acte de manifester. Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de liberté de rassemblement pacifique et d'association de l'époque, Maina Kiai, a **conclu** que les manifestants faisaient face à un environnement **"de plus en plus hostile"** aux Etats-Unis et a insinué que les réponses de la police aux manifestations variaient en fonction de la couleur, de l'ethnicité, de la culture et de la classe sociale des manifestants.

Nick rapporte que la plupart des 50 états du pays ont procédé à des changements pour accroître les sanctions pénales contre les manifestants depuis l'élection présidentielle de 2016, ce qui refroidit encore un peu plus le climat pour manifester :

*Dans le **US Protest Law Tracker** et autre travail similaire sur la liberté de rassemblement, nous analysons et plaidons contre les lois anti-manifestations et les **poursuites trop agressives à l'encontre des manifestants**. L'ICNL a initié ce travail quand nous avons compris qu'il y avait une augmentation du nombre de projets de loi anti-manifestation qui étaient présentés dans les différents états du pays. En date de début 2018, 28 états avaient étudié 50 projets de loi qui restreignent le droit de manifester depuis novembre 2016. Huit de ces projets de loi ont été adoptés tandis qu'un certain nombre sont toujours en attente d'adoption.*

Nous n'avons pas seulement vu une hausse du nombre de ces lois mais aussi une prolifération des manières dont le droit à manifester peut être paralysé. Ce qui est peut-être le plus troublant c'est le nombre de ces projets de lois qui appliquent les théories de la responsabilité collective ou qui augmentent les peines pour des délits relativement mineurs arrivant souvent pendant les manifestations, comme bloquer la circulation des voitures ou passer par une propriété privé. Nous avons aussi été perturbés par ces gouverneurs qui déclarent l'état d'urgence en réponse aux manifestations. Même dans les situations où cela est justifié, comme par exemple le rassemblement des nationalistes blancs à Charlottesville (cf. août), ces pouvoirs ne sont pas suffisamment définis. Et nous sommes inquiets de voir que ces pouvoirs commencent à être utilisés dès la moindre petite menace de violence lors d'une manifestation. Cela peut complètement paralyser la participation aux manifestations.

Les OSC ont été affectées par le changement de climat politique aux Etats-Unis de différentes manières. Une difficulté est venue de l'usage apparemment plus fréquent des poursuites judiciaires stratégiques

LES ETATS-UNIS SE SONT ÉLOIGNÉS DE LA RÉALISATION PRATIQUE DU PREMIER AMENDEMENT DE LEUR FAMEUSE CONSTITUTION QUI ENTÉRINE LA LIBERTÉ DE PAROLE ET LA LIBERTÉ DE LA PRESSE AINSI QUE LE DROIT DE SE RASSEMBLER PACIFIQUEMENT.



contre la mobilisation publique (ou «poursuites-bâillons», en anglais : SLAPP pour 'strategic lawsuits against public participation') à l'encontre des OSC. Greenpeace et d'autres groupes ont été **la cible** d'une SLAPP déclenchée par le cabinet d'avocats préféré du Président Trump, Kasowitz Benson Torres, en réponse à leur rôle dans les protestations contre la construction de l'oléoduc Dakota Access par Energy Transfer Partners. La poursuite judiciaire, initiée au nom de Energy Transfer Partners, pourrait potentiellement coûter aux prévenus 900 millions d'USD. Les poursuites-bâillons ont pour but d'intimider et de faire taire les voix critiques en les accablant des frais élevés associés aux procédures juridiques, ce qui peut les forcer à abandonner leurs propos critiques. Dans de nombreuses autres juridictions, les SLAPP ont été rendues illégales en raison du fait qu'elles empêchent la liberté de parole.

Nick décrit d'autres façons dont le climat politique a créé de nouvelles difficultés pour les OSC américaines en 2017 :

*Nous avons vu des actions discriminatoires ou agressives entreprises contre des groupes de la société civile. Par exemple, en septembre, le député DeSantis a présenté un projet de loi qui aurait interdit l'ONG Islamic Relief Worldwide de recevoir des fonds fédéraux sur la base d'affirmations infondées que l'ONG aurait des liens avec des organisations terroristes. ICNL a participé à une coalition qui s'est exprimée contre ce projet de loi qui au final a été **retiré**. Mais cela fait partie d'un ensemble plus large de tentatives systématiques de cibler certains groupes en affirmant qu'ils ont des liens avec des groupes terroristes.*

On a aussi vu un certain nombre d'effets sur la société civile en lien avec les nouvelles politiques d'immigration de l'administration américaine. Les employés ou les volontaires de nombreuses organisations font face à des dates butoir au delà desquelles ils doivent quitter les Etats-Unis ou risquent la déportation. L'interdiction sur les visas pour des pays ciblés a rendu difficile, et parfois impossible, pour les groupes de la société civile de réaliser des choses aussi simples que de faire venir

un intervenant ressortissant de l'un de ces pays à une conférence. Les organisations se sont mobilisées pour combattre certaines de ces politiques en raison des effets qu'elles auront sur le pays et la vie des gens, mais aussi sur le fonctionnement de ces organisations.

Ces impacts n'affecteront pas seulement les OSC américaines. En raison du pouvoir et du profil des Etats-Unis au plan mondial, les restrictions touchant le territoire américain pourront inspirer d'autres forces répressives ailleurs dans le monde. C'est pour cette raison que les propositions de renforcer la loi sur l'inscription des agents étrangers (en anglais : **Foreign Agents Registration Act**), à laquelle les gouvernements d'autres pays font référence quand ils veulent durcir les conditions pour le financement international des OSC, sont particulièrement inquiétantes. Mais dans le même temps, d'après Nick, il est important de situer l'expérience récente des Etats-Unis dans le contexte plus large des marées politiques mondiales et de regarder comment la société civile peut réagir :

*D'autres gouvernements s'inspirent de la rhétorique et des actions du gouvernement américain. En **Hongrie** par exemple (**cf. juin**), le premier ministre Viktor Orbán a commencé à utiliser la rhétorique autour du thème "la Hongrie en premier" sur le modèle du slogan du Président Trump "L'Amérique d'abord" pour justifier le passage d'une loi **restrictive** visant les sources de financement internationales de la société civile. L'habitude du Président Trump de qualifier certaines informations parues dans les médias de "fausses nouvelles" a été reprise et utilisée par les gouvernements de pays tels que le Cambodge, la Chine, la Russie et la Syrie pour contrer certains rapports d'enquête décrivant des violations des droits humains. Il s'agit là d'une manière facile de délégitimer les voix critiques.*

Nous assistons à des problèmes similaires dans plusieurs pays démocratiques. En Australie, plusieurs propositions ont été faites pour interdire le financement étranger des OSC et limiter la part de leur travail consacré au plaidoyer. La France a connu la prolongation

à plusieurs reprises de l'état d'urgence national et l'utilisation d'autres mesures de sécurité nationale qui peuvent réduire la liberté et l'ouverture de l'espace civique. Le défi est bien plus grand que concentré seulement aux Etats-Unis.

Tandis que le gouvernement américain fait marche arrière en matière de protection de l'espace civique au niveau mondial, la société civile doit inciter les gouvernements d'autres démocraties à prendre le relai et assumer un plus grand leadership sur ces questions. Il y a un vide qui doit être comblé.

En de tels moments, il est tout à fait compréhensible que la plupart des réponses de la société civile soient défensives. Nous devons défendre les victoires acquises au fil des années passées. Mais je pense qu'il est aussi très important que nous continuions à poursuivre la vision d'une société civile pluraliste et indépendante que nous voulons pour le monde. Même si les temps sont difficiles, nous voulons rester proactifs et définir les actions que nous voulons définir – et pas seulement réagir à la dernière crise ou à la dernière préoccupation du moment. Ce n'est pas facile à faire mais c'est tout à fait vital.

En résumé, en 2017, les Etats-Unis se sont éloignés de la réalisation pratique du premier amendement de leur fameuse constitution qui entérine la liberté de parole et la liberté de la presse ainsi que le droit de se rassembler pacifiquement. Et c'est bien dans les situations faisant suite à des élections contestées et polarisées, quand l'opposition est à son pic le plus haut, que les gens ont le plus besoin de se rassembler et de faire entendre leur voix de manière pacifique. La capacité des gens à se mobiliser et à manifester devrait être considérée comme faisant intrinsèquement partie de la démocratie et une manière essentielle d'accompagner le vote lors des scrutins électoraux périodiques. En 2017, les Etats-Unis ont montré le meilleur et le pire des tendances actuelles en matière de démocratie : d'un côté, il est devenu plus difficile d'exprimer son opposition, de l'autre les gens se sont courageusement mobilisés pour faire entendre leurs voix malgré tout.

LA GAMBIE : LA SOCIÉTÉ CIVILE AIDE AU CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE

En **Gambie**, le Président Jammeh devait penser qu'il régnerait aussi longtemps qu'il le souhaiterait. Il était au pouvoir depuis le coup d'état qu'il avait mené en 1994, maintenant son emprise en réprimant impitoyablement les voix dissidentes et en organisant des élections de moins en moins honnêtes, ce qui a servi à mettre un vernis de légitimité sur son règne sans fin. Mais en décembre 2016, l'inattendu est arrivé : en dépit de la répression et des **intimidations pré-électorales**, y compris le passage à tabac et l'arrestation de manifestants pacifiques et la détention de prisonniers politiques, les groupes d'opposition qui étaient jusque là très fragmentés se sont unis derrière un candidat, Adama Barrow. Celui-ci a gagné les élections en promettant de mettre fin aux atteintes aux droits humains, de promouvoir la bonne gouvernance et de restaurer la réputation internationale de la Gambie. Le Président Jammeh est rapidement revenu sur son engagement de respecter le vote, faisant le serment qu'il restait au pouvoir. Pendant qu'il se débattait pour garder le pouvoir, un certain nombre de personnes ont été placées en détention pour le simple fait d'avoir porté le **t-shirt** avec le slogan **#Gambiahasdecided**, **quatre stations de radio privées** ont été fermées et un certain nombre de **journalistes internationaux** ont été déportés ou se sont vus refuser l'entrée dans le pays.

La pression internationale, et notamment l'action conjointe des pays voisins de la Gambie, a été l'un des facteurs qui a finalement permis l'exil du Président Jammeh le **21 janvier**. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est engagée à intervenir militairement et a positionné environ 7,000 soldats aux frontières de la Gambie tandis que le chef de l'armée gambienne s'était rallié au Président élu Barrow. Mais il est

important de reconnaître le rôle qu'a joué la société civile en s'opposant au Président Jammeh. Des **acteurs majeurs de la société civile**, y compris les syndicats, les groupes d'étudiants, les universitaires et les conseils religieux islamiques et chrétiens, ont exprimé publiquement leur reconnaissance du nouveau président et ont appelé au boycott si le Président Jammeh restait au pouvoir. Les médias sociaux, sur lesquels la campagne de Barrow s'était appuyée vu le contrôle exercé par l'État sur les médias conventionnels, ont aussi offert des plateformes importantes pour l'opposition.

Le nouveau Président a immédiatement pris des mesures pour se débarrasser de l'héritage toxique de Jammeh, y compris l'engagement de rejoindre le Commonwealth et de rester à la Cour Pénale Internationale (CPI), la **libération** des prisonniers politiques de longue date et l'engagement de conduire une **réforme des médias** et d'établir une **commission pour la vérité et la réconciliation**. Dans un entretien qu'elle nous a accordé peu de temps après l'arrivée au pouvoir du Président Barrow, **Sohna Sallah**, membre de l'Union démocratique des activistes gambiens (en anglais : **Democratic Union of Gambian Activists**) nous a décrit le potentiel d'une Gambie nouvellement démocratique tout en y mettant un bémol de mise en garde :

L'ouverture de l'espace démocratique en Gambie permettra aux citoyens d'être mieux informés et de plus s'impliquer dans une démocratie véritablement participative. Les journalistes peuvent désormais travailler librement sans entrave et les citoyens auront un accès libre à l'information. Il y aura une empreinte bien plus marquée et plus permanente de la société civile dans le pays, qui pourra jouer le rôle à la fois de partenaire et de sentinelle auprès de la nouvelle administration. Il y aura des opportunités croissantes pour les Gambiens de monter des entreprises puisque l'ancien Président Jammeh avait monopolisé la plupart du secteur des affaires en Gambie, empêchant même les petits vendeurs de rue de faire affaire. Enfin, la Gambie sera de retour dans la famille mondiale des Nations qui respectent les normes et les procédures démocratiques. La société



Les partisans du nouveau président gambien Adama Barrow saluent son retour dans le pays

Source: Getty Images

civile, les activistes et les journalistes gambiens peuvent désormais signaler les problèmes qui minent la Gambie.

Nous devons être réalistes devant le fait que même si l'avenir est brillant pour notre petite nation, le départ de l'ancien Président Jammeh n'est pas un remède miracle qui va éliminer tous les problèmes du pays. Cela va être un long chemin et le pays a besoin de tous les bras sur le pont pour s'assurer que ce chemin continue sur la voie de la démocratie et la prospérité durables.

En effet, le changement de régime n'a pas été une formule magique pour les batailles que mène la société civile gambienne et il y a toujours des restrictions. **Kebba Jeffang**, un journaliste, a été agressé par des partisans du Président Barrow pendant une conférence de presse en mars ; en juin, **Bubacarr Badjie**, un employé des services de renseignement de l'État, a été placé en détention après avoir révélé les pratiques employées par ces services ; toujours en juin, une personne a été tuée lors de la répression d'une **manifestation** des partisans de Jammeh par les forces gambiennes et les forces de la CEDEAO. Le fait que les lois pénalisant la diffamation existent toujours est aussi considéré comme une **contrainte persistante** à la liberté d'expression. Mais l'exemple du **Burkina Faso**, où en 2014, un mouvement populaire a conduit à l'éviction d'un dictateur établi de longue date, puis a résisté à un coup militaire en 2015 pour assurer le retour de la démocratie, montre qu'un long travail de construction démocratique peut être maintenu après l'enthousiasme des premières manifestations ; dans ce pays, le processus n'a pas non plus été facile, les libertés fondamentales sont toujours régulièrement contestées et la société civile doit poursuivre son action. La société civile gambienne a besoin d'être soutenue dans toute sa diversité pour jouer son rôle essentiel en matière de plaider pour les réformes démocratiques et pour demander des comptes aux nouveaux dirigeants du pays.

PAKISTAN : LA DISPARITION ALARMANTE D'ACTIVISTES

Cinq activistes anti-talibans qui étaient actifs sur les médias sociaux et les plateformes de blogs ont disparu au **Pakistan** en janvier. Ces cinq personnes étaient de fervents militants contre les Talibans et critiquaient aussi le manque d'action du gouvernement contre l'extrémisme et les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par l'armée. Leurs sites web et leurs blogs ont aussi 'disparu', ils ont été déconnectés de la toile. Aussi en janvier, ce qui donne une indication supplémentaire sur le niveau de menace qui pèse sur la liberté d'expression dans le pays, **Jan Muhammad Shahbaz Samalani**, l'attaché de presse de l'Association des Médias du Pakistan à Kalat, a été tué par balles.

La disparition de ces cinq activistes dans un pays où les cas de disparition forcée organisée par les forces de l'ordre sont devenus très nombreux a déclenché manifestations de rue et appels sur Internet pour qu'ils reviennent sains et saufs. Leur enlèvement a été condamné par la Commission des Droits de l'Homme du Pakistan et par David Kaye, le rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté d'expression. Mais pour toute réponse, les activistes disparus et leurs soutiens ont été dénigrés et menacés par des extrémistes sur les médias sociaux. Outre leur disparition, les cinq activistes faisaient l'objet d'une plainte pour blasphème suite à des billets de blog où ils mettaient en évidence que la loi pakistanaise sur le blasphème était utilisée pour restreindre les voix dissidentes et pouvait permettre de justifier l'usage de la violence par à la fois les groupes extrémistes et l'État. En mars, par exemple, trois autres bloggeurs ont été accusés de blasphème par un tribunal anti-terroriste, et en avril, l'activiste de premier plan **Riaz Ahmed** a été arrêté et placé en détention alors qu'il se rendait à une conférence de presse pour demander la libération d'un autre activiste emprisonné. Il semble évident qu'il a été emprisonné en raison de son soutien aux personnes accusées de blasphème. En avril, le gouvernement a donné un nouveau signe

d'encouragement aux forces extrémistes quand il a annoncé qu'il menait des **investigations sur les OSC** qu'il soupçonne de répandre des blasphèmes et de la pornographie sur les médias sociaux.

Les cinq activistes sont finalement réapparus dans des circonstances toutes aussi obscures fin janvier. Ils ont quitté le pays pour des raisons de sécurité et aucun d'entre eux n'a alors voulu s'exprimer. Mais en mars, l'un d'entre eux, Waqas Goraya, qui vit maintenant aux Pays-Bas, a déclaré qu'il avait bien été enlevé et qu'il avait été si traumatisé qu'il n'avait pas encore pu reprendre ses activités sur internet. Tandis que les forces de l'ordre étaient suspectées d'être derrière ces enlèvements, Waqas a **affirmé** qu'il était détenu et avait été torturé par une institution gouvernementale qui avait des liens avec l'armée.

L'enlèvement de ces cinq activistes a mis en lumière la tension qui existe autour de l'utilisation des médias sociaux par les activistes au Pakistan : les médias sociaux ont créé à la fois des opportunités et des menaces. Par exemple, **Zoya Rehman**, qui a travaillé par le passé pour la **Digital Rights Foundation**, montre comment l'espace ouvert par internet a offert des opportunités pour les groupes féministes en termes de coordination, de mobilisation, d'organisation de campagne et de connexion avec d'autres mouvements aussi confrontés à des pratiques sociales conservatrices :

La présence toujours plus grande des collectifs de féministes sur internet démontre que les espaces disponibles sur internet sont devenus un lieu important, mais parfois compliqué, de résistance politique. Ils offrent un appui aux communautés et à leurs causes qui dans les espaces conventionnels ne reçoivent non seulement que peu de soutien mais sont aussi souvent activement restreints. De tels espaces sur internet ont le potentiel de produire et de célébrer tout un éventail d'approches et d'identités et de permettre aux individus de devenir plus visibles et d'éviter la marginalité dans laquelle les a confinés les espaces conventionnels hors internet.

Mais dans le même temps, Zoya précise que les activités sur internet ont exposé la société civile à de nouvelles formes d'attaque, à la fois de la part de l'État et des groupes extrémistes, constituant des violations des droits sur internet :

Les féministes qui ont une présence sur internet sont de plus en plus vulnérables aux attaques en ligne et pire – aux disparitions forcées ou aux assassinats. Le contrôle et la surveillance qui avaient cours dans les espaces conventionnels hors internet sont maintenant appliqués dans les espaces en ligne, le gouvernement décidant de la narration à propos de qui les citoyens doivent combattre et qualifier d'anti-état pakistanais. Cette rhétorique a souvent pour résultat que les féministes sont traquées sur internet, recevant des messages de menace ou voyant leur numéro de téléphone effacer de leurs profils. Et elles sont à nouveau victimisées quand elles défient leurs agresseurs cybernautes.

Même après la libération des cinq activistes, la société civile est restée préoccupée par l'inertie du gouvernement dans l'enquête sur leur enlèvement, ce qui a souligné la large culture d'impunité qui continue d'entourer les attaques sur les défenseurs des droits humains et les activistes au Pakistan. Par exemple, l'OSC **Front Line Defenders** a montré que dans tous les cas d'assassinat de défenseur des droits humains qu'elle a pu documenter au Pakistan, aucun coupable n'avait jamais été jugé. Le Comité des droits de l'homme des Nations unies a lui aussi **exprimé ses préoccupations** à propos de l'impunité qui existe pour les crimes perpétrés à l'encontre des journalistes, et a noté que l'État n'a pas été en mesure de fournir aucune statistique sur les enquêtes menées sur ces crimes. Tandis que le Comité contre la torture a exprimé ses **inquiétudes** quant aux cas de torture en 2017, et qu'Amnesty International a **signalé** presque 300 cas de disparition entre août et octobre, il semble malheureusement que les disparitions et l'impunité qui les accompagne devraient continuer encore pour longtemps.



LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : LA MOBILISATION POPULAIRE CHANGE LA DONNE DE LA CORRUPTION

En décembre 2016, un tribunal américain a jugé que le géant de la construction basé au **Brésil** Odebrecht était coupable de corruption. Odebrecht a participé à la plupart des plus grands projets de construction d'Amérique latine, et en 2015, il a été impliqué dans le scandale de corruption massif de Lava Jato (Lavage de voiture) au Brésil, qui a exposé une vaste toile de corruption entre la compagnie pétrolière étatique Petrobras, des politiciens de haut rang et les principaux partis politiques. Quand l'enquête brésilienne a élargi le champ de ses investigations, elle a trouvé que **Odebrecht** avait payé 3.3 milliards d'USD de pot-de-vin, y compris des dons énormes pour la campagne politique de Michel Temer qui avait profité du scandale de corruption touchant Dilma Rousseff pour la remplacer à la présidence brésilienne (*cf. avril*). Il a été découvert que Odebrecht avait mis en place un département entier dédié au paiement de pot-de-vin.

L'affaire américaine a exposé la portée internationale de la corruption perpétrée par Odebrecht : la firme a admis avoir payé des pot-de-vin dans 12 pays d'Afrique et d'Amérique latine et contribué aux campagnes électorales de **six** présidents d'Amérique latine. Au total, elle a admis avoir payé des pot-de-vin à hauteur de 788 millions d'USD pour remporter 100 contrats qui lui ont permis de générer un bénéfice de 3.3 milliards d'USD, et a accepté de payer une amende de 3.5 milliards d'USD.

En **République dominicaine**, Odebrecht a admis avoir payé 92 millions d'USD en pot-de-vin tandis que la corruption est systémique dans le pays et que

Des milliers de Dominicains vêtus de vert comme symbole d'espoir défilent dans les rues de la capitale, Santo Domingo, le 22 janvier.

Source: Getty Images

ces pot-de-vin ont été payés sous la mandature de trois présidents successifs appartenant à deux partis différents. La République dominicaine, qui se classe 120^{ème} sur les 176 pays couverts par l'**Indice 2016 de perception de la corruption de Transparency International**, a clairement un problème de corruption. La colère populaire se focalise particulièrement sur le plus grand projet d'Odebrecht dans le pays, la construction de la centrale électrique de **Punta Catalina**. Avant même que le marché ne soit attribué à Odebrecht, il avait déjà été révélé que la firme était corrompue et la société civile avait fortement critiqué le projet de centrale électrique en raison de ses coûts environnementaux et financiers. Pour **Enrique de León** du Comité national pour combattre le changement climatique, le projet de Punta Catalina montre de manière explicite les liens qu'il y a entre la corruption, le maintien des gens au pouvoir et l'absence de progrès en matière de lutte contre le changement climatique :

Notre gouvernement est un gouvernement voyou qui, de manière illégale et corrompue, et à des degrés jamais vus auparavant pendant toute l'histoire de notre pays, a depuis 2013 construit deux centrales à charbon de 770 mégawatts à Punta Catalina. Dans le même temps, en 2015, notre Président est allé à Paris pour mener la délégation des états insulaires les plus menacés dans leur demande de réduire l'empreinte carbone et leur promesse de réduire de 25% leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Cette promesse ne pourra pas être tenue avec ces nouvelles centrales à charbon qui génèrent 6.34 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an, ce qui constitue une augmentation de plus de 20% du montant total des émissions du pays.

Le gouvernement s'est opposé à la ratification de l'Accord de Paris car il savait que les nouvelles centrales à charbon l'empêcheraient d'en remplir les objectifs. Notre pays a d'immenses besoins en électricité, car même si le modèle favorise les inégalités et l'exclusion, notre économie connaît la croissance. Nous faisons face aujourd'hui à une pénurie d'électricité tandis que la production électrique est inefficace et coûteuse, ce qui cause des coupures massives d'électricité. Donc nous avons besoin de produire plus et une meilleure électricité, mais ce dont nous n'avons pas besoin c'est que cette électricité vienne du charbon, d'autant plus que nous ne produisons pas de charbon.

Le choix du charbon ainsi que la sélection de la firme Odebrecht pour mener le consortium en charge de la construction de Punta Catalina a été une décision ayant trait au financement politique. Le Président Danilo Medina voulait être réélu en 2016 or sa réélection était interdite, le gouvernement a donc dû financer une réforme électorale puis une campagne de réélection. Le financement a été fourni par le biais du projet Punta Catalina. Le trucage de la passation de marché est entièrement documenté : Odebrecht a acheté le marché, comme la firme l'a confessé à New York en 2016. Le

NOUS AVONS
CHOISI LA
COULEUR VERTE
QUI REPRÉSENTE
L'ESPOIR : NOUS
NE VOULIONS
PAS RESTER
DANS LA PHASE
D'INDIGNATION
MAIS PLUTÔT
NOURRIR LE
SENTIMENT
QUE CETTE
FOIS, NOUS
POURRIONS
GAGNER.



financement politique illicite était caché dans un montant surévalué de 1 milliard d'USD dès le début du processus. Sur les 2.95 milliards d'USD que les travaux devaient coûter, il y avait une surfacturation de 1 milliard d'USD. Nous avons dénoncé ces chiffres, mais il n'y avait aucune possibilité de lancer un processus d'investigation sérieux car notre système judiciaire est extrêmement dépendant de l'exécutif.

Le niveau de corruption est tel, précise Enrique, que même si la société civile fait du lobby pour que la République dominicaine bénéficie de financements du Fond vert pour répondre au changement climatique, elle reste préoccupée par le fait que sans changement majeur dans la gouvernance du pays, tous fonds supplémentaires seront volés à cause de la corruption :

Nous faisons face à un vrai dilemme : pendant que nous demandons l'appui de la communauté internationale pour nous aider à atténuer les conséquences du changement climatique et à en combattre les causes, nous sommes soumis à la rapacité de notre propre gouvernement. Seul un gouvernement véritablement démocratique qui représente les intérêts de la majorité des citoyens, et non pas ceux des hommes d'affaire et des politiciens rassemblés par la corruption, nous permettra de régler le problème du changement climatique.

Dans ce contexte et étant donné l'ancrage du problème, les activistes étaient déterminés à utiliser le verdict à l'encontre d'Odebrecht comme un point de départ pour mener une action concertée visant à faire le ménage dans la gouvernance du pays et à défier l'impunité régnante. Le mouvement de la Marche Verte (Movimiento Marcha Verde) était né. **Manuel Robles**, un membre du mouvement, décrit comment le mouvement a été créé et est devenu le point focal de la population affamée de changement :

En République dominicaine, l'impunité est presque aussi vieille que la république elle-même. Il n'y pratiquement jamais eu de sanctions exemplaires contre la corruption de l'administration, et avec le temps, cela a créé une grande frustration. Historiquement, dans les sondages

d'opinion sur les principaux problèmes du pays, la corruption a toujours été citée dans le peloton de tête. Mais les gens pensaient, et beaucoup pensent encore, que rien ne peut être fait.

Or dans ce cas, un élément différent d'importance a été que l'information venait de l'étranger, des Etats-Unis et du Brésil. Et une fois que ces informations ont commencé à arriver dans le pays, le flot s'est ininterrompu. Des informations sur ce qui se passait dans d'autres pays comme la Colombie, l'Equateur, le Panama, le Pérou et le Venezuela se sont aussi disséminées rapidement. Dans ces pays, des enquêtes étaient ouvertes et des centaines d'hommes d'affaire et de fonctionnaires étaient inculpés, y compris des anciens ministres et même des anciens présidents. Dans ce contexte, beaucoup de gens ont pensé que cette fois-ci, le gouvernement ne pourrait pas manipuler l'affaire, contrairement aux nombreuses autres fois par le passé, et qu'il n'aurait pas d'autres choix que de réagir, même si avec beaucoup de réticence.

L'affaire Odebrecht a généré une immense indignation en République dominicaine. A ce moment là, avec d'autres partenaires de la société civile avec lesquels nous avons déjà travaillé conjointement sur des activités contre la corruption et l'impunité, nous avons décidé de nous réunir pour réfléchir à ce qui pourrait être fait. Dans le même temps, l'émission de radio Gobierno de la Tarde (gouvernement de l'après-midi) avait déjà commencé à répandre l'idée d'une marche pour demander justice dans l'affaire Odebrecht. Ainsi, le 4 janvier, un petit groupe de la société civile s'est réuni et a décidé d'organiser une mobilisation populaire plus tard dans le courant du mois.

Notre première demande était qu'une commission de procureurs indépendants soit formée pour entreprendre l'enquête à charge dans l'affaire Odebrecht. Nous n'avons pas confiance dans les services du procureur de la République car ce dernier est un membre du parti au pouvoir et a participé à l'organisation de la campagne électorale du

Président. Nous ne pensions donc pas qu'il pouvait assurer l'impartialité de l'enquête. Nous avons demandé que la commission soit formée sous les auspices des Nations unies, dans le cadre de la Convention contre la corruption, dont notre pays est signataire. Nous savions qu'il était peu probable que cela arrive, mais nous avons besoin de souligner les hauts niveaux de complicité de notre gouvernement qui étaient en jeu. Nous avons aussi demandé que tous les fonctionnaires qui avaient reçu des pots-de-vin et que tous les responsables d'Odebrecht qui les leur avaient payés soient identifiés et accusés au pénal, que tous les contrats actuels avec Odebrecht soient annulés, que tous les travaux publics effectués par la firme soient audités, et que tout l'argent versé sous forme de pot-de-vin et de surfacturation soit restitué. Nous avons aussi demandé une enquête sur le financement illicite des campagnes électorales.

Manuel raconte qu'une fois son programme identifié, le mouvement a mis l'accent sur l'établissement d'un consensus non partisan entre les différents groupes de la société civile, se basant sur des éléments qui avaient conduit au succès par le passé et choisissant délibérément de regarder vers l'avenir :

D'abord, nous avons choisi la couleur verte qui représente l'espoir : nous ne voulions pas rester dans la phase d'indignation mais plutôt nourrir le sentiment que cette fois, nous pourrions gagner. Cela a fait toute la différence avec les manifestations précédentes pour lesquelles on avait opté pour la couleur noire comme symbole du deuil après la mort de la justice. Nous avons choisi le vert comme élément unificateur de la diversité du mouvement, qui comptait toute une variété d'organisations aux drapeaux et aux couleurs multiples et variés. Le choix de la couleur s'est fait en lien avec notre décision de poser nos demandes en termes positifs. L'idée était que l'affaire Odebrecht devienne le signal du début de la fin de l'impunité dans notre pays.

Dans ces moments initiaux, toutes les principales organisations qui avaient récemment mené des actions étaient présentes, dont Poder Ciudadano (le pouvoir citoyen), un groupe qui avait été très actif en



Les mobilisations se sont poursuivies en République dominicaine tout au long de l'année

2015 dans l'organisation de chaînes humaines, créant un précédent de relatif succès en matière de mobilisation anti-corruption, Participación Ciudadana (la participation citoyenne), le bureau local de Transparency International, qui a publié des recherches importantes sur l'impunité, Somos Pueblo (Nous sommes le peuple) une organisation de jeunes née sur les médias sociaux, et la branche de l'Association des Enseignants Dominicains dirigée par María Teresa Cabrera. Cabrera a aussi lancé le mouvement 4%, qui réclamait une augmentation des dépenses publiques pour le secteur de l'éducation conformément à la législation, et qui a constitué l'un des principaux précédents en termes de mobilisation sociale réussie dans le pays. Lors de notre première réunion, nous avons fixé la date pour la première mobilisation : le 22 janvier.

Nous n'avions que deux semaines pour organiser cet événement. Nous avons contacté tous les groupes de la société civile avec lesquels nous avons des liens, mais aussi les groupes partisans. Avec ces derniers, nous avons fait des réunions pour clairement fixer les règles : nous devrions n'utiliser qu'une seule couleur, il n'y aurait pas de leadership partisan, et cela devrait rester une expression citoyenne. Ainsi, les activistes politisés ne seraient autorisés à participer que s'ils le faisaient en leur propre capacité de citoyen. Tous ont accepté ces règles, et ainsi dès le départ, nous avons travaillé avec un vaste réseau d'organisations sociales et politiques, et nous l'avons fait dans une atmosphère d'harmonie relative, ce qui est assez rare. Cela a été en effet un accomplissement remarquable étant donné le très large spectre couvert par notre coalition, qui, par exemple, comprenait à la fois des organisations LGBTI et des groupes évangéliques. D'ordinaire, ces groupes s'opposent fortement sur d'autres questions, mais pour cette cause, ils ont accepté de s'asseoir à la même table.

Nous avons disséminé notre appel de toutes les manières possibles. Tandis que les médias sociaux ont joué un rôle important, la radio et la télévision ont été vitales : elles ont non seulement fait passer

l'information mais certains journalistes se sont aussi impliqués avec une véritable attitude d'activiste et un discours aligné sur le nôtre. Le message a été relayé par les journalistes d'El Gobierno de la Tarde, émission diffusée par la station de radio qui a de loin la plus large audience. Son ancrage est respecté et l'émission, qui touche à tous les secteurs sociaux, est devenue une voix activiste du processus. Ceci a permis une dissémination rapide de nos appels à la mobilisation. Il s'est passé la même chose avec plusieurs émissions de télé. Au final, le processus a bénéficié d'un leadership authentique de la part des médias.

Quand le 22 janvier nous nous sommes tous mobilisés, nous n'avions pas encore trouvé de nom mais les gens ont rapidement commencé à nous appeler Marcha Verde. Et ce qui s'est passé était sans précédent : jamais auparavant autant de gens s'étaient mobilisés pour une cause non partisane dans notre pays. Nous mêmes étions sidérés à chaque marche de voir combien nous avons été efficaces en termes de communication et de connexion avec les gens ... Au départ, nous pensions que ce serait un événement tout à fait modeste. Le premier objectif que nous nous étions fixé était de rassembler 6 000 personnes.

En fait, on estime que quelque **200 000 personnes** ont participé à la marche du 22 janvier, qui est désormais considérée comme ayant été la plus grande marche pacifique ayant eu lieu dans toute l'histoire de la République dominicaine. La colère des gens à propos de la corruption endémique et leur soutien aux revendications de la Marcha Verde avaient été amplement démontrés. Comme le décrit Manuel, l'élan du mouvement de protestation a démarré à partir de là :

Une fois commencé, le processus s'est nourri de lui-même. Le succès rencontré par la première mobilisation a clairement amélioré l'ambiance. En plus des activistes habituels, de nombreuses personnes qui n'avaient jamais protesté de toute leur vie, en particulier les citoyens de la classe moyenne, se sont jointes à la marche. Et quand elles sont

arrivées au point de rassemblement, elles se sont rendu compte de leur nombre. La réalité de voir autant de gens ensemble a alimenté encore un peu plus la participation. Après la première mobilisation, l'empressement des gens à coopérer a été extraordinaire.

Quelques semaines plus tard, Gallup a publié une étude selon laquelle 92% de la population soutenaient la Marcha Verde. Dans le même temps, la cote de satisfaction du gouvernement, qui était assez élevée quand le processus a débuté, avait commencé à diminuer. Contrairement à ce qu'il avait l'habitude de faire, le gouvernement ne publie plus de sondage récemment. Tandis que l'opposition politique est toujours en déroute, la Marcha Verde est devenue la véritable opposition, en dépit du fait que nous continuons d'insister que nous voulons que tous les fonctionnaires corrompus soient punis, qu'ils servent dans cette administration ou qu'ils aient servi dans les précédentes. Bien sûr, bien que nous n'ayons pas de favori, nous mettons essentiellement la pression sur le gouvernement en place car tout simplement, c'est lui qui est en position de répondre à nos demandes.

Les manifestations se sont poursuivies pendant toute l'année, y compris sous forme de manifestations populaires devant le Palais national en juin, mais comme l'explique Manuel, le mouvement est allé au delà en mobilisant les gens de diverses manières :

*Nous avons publié un 'Livre vert' que les gens pouvaient signer au coin de la rue et sur les places des villes partout dans le pays. La réponse a été massive : en quelques semaines, nous avons collecté plus de **300 000 signatures**. Cela a été un processus d'émancipation ; les gens se sont engagés à continuer de se battre jusqu'à ce que nos objectifs soient atteints. Le 22 février, nous avons remis au Président un document notarié certifiant que 312 415 signatures avaient été collectées. Ainsi nous avons rendu notre requête officielle et avons demandé au Président de nous répondre au plus tard lors de son discours annuel à la nation le 21 février.*

Et le Président a bien mentionné le sujet dans son discours. Il a assuré qu'il soutenait le combat contre la corruption et que tous ceux impliqués dans des actes de corruption tomberaient – il a littéralement dit qu'il n'y aurait pas de "vaches sacrées". Mais il a insisté pour que le processus soit porté par les services du Procureur de la République. C'est pourquoi nous avons rejeté son discours et dénoncé ce que nous avons considéré comme une contradiction entre ce que le Président avait dit et ce qu'il avait fait.

Le processus de pétition a été un franc succès car il a aidé à la croissance du mouvement, qui s'est étendu au travers l'établissement de 'noyaux verts' dans diverses municipalités. Ainsi le mouvement est sorti de la capitale et s'est implanté dans chaque localité. Des marches régionales et sous régionales ont commencé à avoir lieu. Chacune de ces marches est devenue le plus grand événement mobilisateur ayant jamais eu lieu de toute l'histoire de ces villes.

Nous nous sommes ensuite focalisés sur une action appelée 'Green Neighbourhoods' visant à promouvoir le combat pour l'arrêt de l'impunité auprès des sections les plus pauvres de la population, qui sont aussi les plus affectées par l'appropriation des fonds publics, le paiement de pot-de-vin et la surfacturation des travaux publics. Il s'agit d'une campagne d'éducation et de mobilisation que nous menons dans les quartiers les plus pauvres et au cours de laquelle nous distribuons des tracts et parlons aux résidents afin de leur expliquer la relation qui existe entre la corruption et le manque de services publics dont ils font l'expérience.

La pression semble avoir payé, au moins en se soldant par un succès partiel, bien que le mouvement continue de demander plus, comme l'indique Manuel :

Mi-mai, le bureau du procureur général a reçu des documents en provenance du Brésil à propos des pot-de-vin versés par Odebrecht

dans le pays, et peu après, des mandats d'arrêt ont été émis et exécutés à l'encontre de 14 politiciens en vue, fonctionnaires et anciens fonctionnaires.

Cependant, bien que les investigations ont montré que les plus gros montants versés sous forme de pot-de-vin avaient été payés après 2012, quand l'administration actuelle est arrivée au pouvoir, la plupart des contrevenants arrêtés étaient des anciens fonctionnaires qui avaient servi sous les administrations précédentes. La centrale de Punta Catalina avait été écartée de l'enquête. Aussi exclus de l'enquête, les délits relatifs au financement illégal des campagnes politiques et à la surfacturation des travaux publics. Le gouvernement cache donc une partie de la vérité. Il a exclus de l'enquête les projets les plus controversés, les questions les plus compromettantes et les personnes ayant des liens étroits avec le Président ; à la place, il n'enquête que sur ceux qu'il semble impossible d'exonérer en raison des nombreuses preuves qui existent contre eux.

En conséquence, notre position a été de considérer les arrestations effectuées comme une victoire engendrée par la pression des citoyens, mais aussi comme insuffisantes. Une autre demande a été ajoutée à notre liste : nous voulons un grand nettoyage du système judiciaire. En particulier, nous avons repéré les juges qui ont montré qu'ils étaient complices des impunités et avons demandé qu'ils n'interviennent pas dans l'affaire Odebrecht. Au cours du processus, en complément de notre tactique principale – la mobilisation dans la rue – nous avons aussi déclenché un certain nombre de poursuites judiciaires. Pour l'instant, il y a peu de progrès sur ce front mais nous pensons qu'au final nous verrons aussi des résultats sur le terrain judiciaire. Tous ceux qui sont coupables ne seront probablement pas punis, mais de nombreux coupables vont encore tomber.

Tandis que notre vision tient dans l'espoir que la République dominicaine connaisse une rupture décisive avec son histoire de corruption et d'impunité,

de nombreuses difficultés persistent. En juin, Hero Pérez, un leader communautaire étroitement associé au mouvement Marcha Verde, a signalé que sa voiture avait été attaquée et forcée à quitter la route. Le même mois, l'activiste transgenre Jessica Rubu Mori a été assassinée. Le mois suivant, Vladimir Lantigua Baldera, un leader du mouvement Frente Amplio de Lucha Popular a été tué par balles alors qu'il participait à une grève anti-corruption ; le groupe a accusé la police. Mais face à ces défis d'envergure, Manuel conclut qu'il faut retirer de la fierté et de l'optimisme de cette mobilisation historique que vient de connaître le pays :

Une réaction citoyenne sans précédent a eu lieu. La République dominicaine est normalement en retard à cet égard, mais cette fois, nous avons pris l'initiative. Et cela nous remplit de fierté et de satisfaction.